

LE DEVOIR



ACTUALITÉS

Les jeunes libéraux veulent un nouveau chef dès que possible

A 3

SOCIÉTÉ

La guerre des mots s'empare du secteur de l'alimentation

A 5

CAHIER
2

CULTURE

Tria Fata ou l'art de se tricoter une vie au Festival de Casteliers

B 8



À Montréal comme à Paris (en photo), des centaines de manifestants se sont rassemblés dimanche pour exprimer leur farouche opposition à un 5^e mandat du président Abdelaziz Bouteflika, qui serait le symbole pour eux d'un « système illégitime et corrompu ».

CLAUDE PARIS ASSOCIATED PRESS

III ALGÉRIE

Bouteflika défie la rue

À la recherche d'un 5^e mandat, le chef d'État contesté fait face à une déferlante de manifestations dans son pays et à l'étranger

MAGDALINE BOUTROS
LE DEVOIR

Ils pensaient nous avoir matés, mais nous n'avons plus peur

LEILA



De Paris à Montréal, des milliers de membres de la diaspora algérienne ont bruyamment manifesté dimanche contre le dépôt officiel du dossier de candidature du président Abdelaziz Bouteflika, qui souhaite être reconduit à la tête de l'Algérie pour un cinquième mandat.

Des deux côtés de l'Atlantique, la foule était nombreuse, voire impressionnante. Pendant que plusieurs centaines d'Algériens chantaient « Y en a marre de ce pouvoir » devant le consulat algérien à Montréal, situé à l'intersection des rues Sherbrooke et Saint-Urbain, des milliers de leurs concitoyens étaient rassemblés sur la place de la République dans la capitale française sous une mer de drapeaux vert et blanc.

« On est ici pour dire non à la corruption, non à la mauvaise gestion, non à la confiscation de la volonté populaire et de notre indépendance », a lancé Jihad Halimi, l'un des organisateurs du rassemblement montréalais. Celui-ci promet de manifester tous les dimanches, aussi longtemps que le mouvement conservera son élan en Algérie.

Une détermination qui résonnait aussi parmi les manifestants en France, l'ancienne puissance coloniale. « On s'est dit qu'ils n'oseraient pas, on en rigolait. Mais ils ont osé, s'est insurgée Leila, 38 ans, dont les propos ont été rapportés dans le quotidien *Libération*. Ils ont confisqué notre indépendance. Il n'y a pas de système de santé, les diplômés doivent quitter le pays. Ils pensaient nous avoir matés, mais nous n'avons plus peur. »

Plus peur, puisque, depuis une dizaine de jours, les Algériens se mobilisent massivement dans la capitale, Alger, mais également dans plusieurs localités de ce pays qui avait été épargné par les révoltes du Printemps arabe.

TRAGI-COMÉDIE
ALGÉRIENNE.
UNE CHRONIQUE
DE FRANÇOIS
BROUSSEAU
PAGE B 1

VOIR PAGE A 2 : ALGÉRIE

INDEX

Société.....	A5
Éditorial.....	A6
Idées.....	A7
Monde.....	B1
Avis légaux.....	B2
Sports.....	B4
Décès.....	B4
Sur la route.....	B5
Religion.....	B6
Météo.....	B6
Mots croisés.....	B6
Sudoku.....	B6
Culture.....	B7
Grille TV.....	B7

La vie des siens

Après Hollywood, le cinéaste allemand Florian Henckel von Donnersmarck revient à ses racines, celles d'un pays divisé

ANDRÉ LAVOIE
COLLABORATEUR
LE DEVOIR

Au moment de notre entretien téléphonique, le cinéaste allemand Florian Henckel von Donnersmarck faisait la même chose que tous ses confrères en nomination pour l'Oscar du meilleur film étranger : maintenir le rythme effréné d'un long marathon de promotion afin de tirer son épingle du jeu. Mais la chose avait des allures de déjà vu pour l'auteur de *Never Look Away*, lui qui avait décroché cet honneur en 2007 pour *La vie des au-*

tres, son tout premier long métrage, inspiré des indiscretions systématiques des autorités de l'ancienne République démocratique allemande à l'égard de tous ses citoyens, dont les artistes.

Une décennie plus tard, le voilà de retour dans cette Californie qu'il connaît très bien, alors qu'Hollywood lui avait offert un pont d'or pour signer *The Tourist* (2010), avec Angelina Jolie et Johnny Depp : personne n'a reconnu sa signature, et beaucoup ont considéré qu'il s'était égaré. Mais Florian Henckel von Donnersmarck est aussi un citoyen du monde, ne craignant pas les égarements, capable de s'exprimer en cinq

VOIR PAGE A 4 : VIE



Never Look Away met en vedette Tom Schilling et Paula Beer.
METROPOLE FILMS



EN BREF

Wilson-Raybould veut être candidate libérale

OTTAWA — L'ex-ministre de la Justice, Jody Wilson-Raybould, a toujours l'intention de se présenter sous la bannière libérale aux prochaines élections en octobre dans la circonscription de Vancouver Granville. M^{me} Wilson-Raybould a témoigné mercredi dernier devant un comité de la Chambre des communes pour dénoncer les « pressions inappropriées » qu'elle dit avoir subies de la part du bureau du premier ministre dans l'affaire SNC-Lavalin. Une adjointe de M^{me} Wilson-Raybould a indiqué dimanche par courriel que l'ancienne ministre demeurerait députée libérale pour la circonscription de la Colombie-Britannique. Elle a rappelé que la députée avait été confirmée comme candidate libérale lors de son investiture il y a un an. Deux jours après son témoignage, l'association libérale de Vancouver Granville avait affirmé sur Facebook qu'elle donnait son « soutien total » à la députée.

La Presse canadienne

Saisies de cannabis en hausse à la frontière

OTTAWA — De nouvelles statistiques montrent que le nombre de confiscations de cannabis à la frontière canadienne a augmenté de plus de 60 % au cours des six premières semaines ayant suivi la légalisation de la substance par le gouvernement fédéral. L'Agence des services frontaliers du Canada associe cette hausse au fait qu'elle a commencé à questionner les gens l'automne dernier pour déterminer s'ils amenaient du cannabis au pays. Selon l'agence, du 17 octobre au 30 novembre 2018, il y a eu 329 cas de confiscation de cannabis par des agents. Durant la même période de l'année précédente, 204 confiscations de ce type étaient survenues. Depuis le 17 octobre dernier, les adultes canadiens peuvent posséder et partager jusqu'à 30 grammes de cannabis légal. Toutefois, traverser les frontières du Canada avec de la marijuana reste illégal.

La Presse canadienne



III TRANSPORT

Feu vert aux travaux sur le pont Pie-IX

Québec annonce le début de ces travaux arrimés à ceux du SRB

AMÉLI PINEDA
LE DEVOIR

Québec donne le feu vert à la réfection du pont Pie-IX, qui relie Montréal à Laval, ce qui annonce un important casse-tête pour les automobilistes, qui pourraient devoir se rabattre sur le pont à péage de l'autoroute 25.

La ministre déléguée aux Transports et ministre responsable de la Métropole, Chantal Rouleau, doit confirmer en matinée le calendrier des travaux du projet du pont Pie-IX ainsi que le coût du chantier qui dépassera les 100 millions de dollars.

Les quelque 61 000 véhicules qui empruntent quotidiennement le pont Pie-IX devront trouver un nouvel itinéraire s'ils souhaitent éviter les bouchons de circulation. Ces travaux se-

ront arrimés à ceux du projet de service rapide par bus (SRB) du boulevard Pie-IX annoncés la semaine dernière. Le projet de SRB prévoit 11 kilomètres de voie réservée pour autobus et comptera dix-sept stations, dont deux sur le territoire lavallois. Le SRB devrait accueillir ses premiers passagers à l'automne 2022 et permettre 70 000 déplacements par jour alors que l'achalandage actuel est de 40 000 déplacements quotidiens.

D'ailleurs, lors de cette annonce, la Société de transport de Montréal avait adressé une mise en garde aux conducteurs habitués à emprunter le boulevard Pie-IX, leur proposant d'opter pour le pont Papineau-Leblanc de l'autoroute 19 (A-19) ou le pont à péage Olivier-Charbonneau de l'autoroute 25 (A-25).

Le pont Pie-IX figure depuis plu-

sieurs années dans la liste des structures classées « nécessitant des travaux majeurs ». « Totalisant 6 voies de circulation, le pont requiert une intervention majeure en vue de remplacer les dalles en béton qui ont atteint la fin de leur vie utile ainsi que les poutres d'acier, dont les propriétés ne respectent pas les normes actuelles », peut-on lire sur le site de Transports Québec.

Le projet de reconstruction prévoit le remplacement complet du tablier du pont Pie-IX construit en 1966. La nouvelle configuration du pont prévoit quatre voies de circulation en direction de Montréal, y compris la voie réservée du SRB Pie-IX, puis deux voies en direction de Laval. Un trottoir sera aménagé à l'ouest, puis une piste polyvalente à l'est sera raccordée au réseau cyclable de Montréal et Laval.

Quelque 61 000 véhicules empruntent quotidiennement ce pont reliant Montréal et Laval construit en 1966.

VALÉRIAN MAZATAUD
LE DEVOIR

Des centaines de manifestants étaient présents à Montréal

ALGÉRIE

SUITE DE LA PAGE A 1

Une contestation inédite dont l'élément déclencheur s'est produit deux semaines plus tôt, le 10 février, lorsqu'Abdelaziz Bouteflika, âgé de 82 ans, largement diminué par un AVC subi en 2013, a annoncé qu'il allait briguer l'élection présidentielle du 18 avril, dont l'issue est connue d'avance. Une décision qui a été officialisée dimanche, avec le dépôt formel de son dossier de candidature par son directeur de campagne, Abdelghani Zaalane. Peu de temps après, l'ex-premier ministre Ali Benflis — principal adversaire aux scrutins de 2004 et de 2014 — annonçait qu'il renonçait à se présenter à la présidentielle, qui, selon lui, n'a plus « lieu d'être » en raison de la contestation.

Un recul

Face à l'imposante mobilisation des derniers jours, le pouvoir a timidement reculé, dimanche.

Dans une lettre lue par M. Zaalane, Abdelaziz Bouteflika, qui est actuellement hospitalisé en Suisse, s'engage à ne pas aller au bout de son cinquième mandat et à organiser une nouvelle élection présidentielle à laquelle il ne serait pas candidat.

La date de cet autre rendez-vous électoral serait fixée par une « conférence nationale indépendante », précise-t-il.

« J'ai écouté et entendu le cri du cœur des manifestants et en particulier des milliers de jeunes qui m'ont interpellé sur l'avenir de notre patrie », a assuré le

président par la voix de son directeur de campagne.

Mais pour Najib Lairini, chargé de cours au Département de science politique de l'Université de Montréal, le régime ne fait rien d'autre que rire au nez du peuple algérien. « Ils essaient de gagner du temps, de calmer le mouvement, mais je ne pense pas que ça va réussir. »

Le président fantôme, dont le dernier discours devant un public remonte à 2012, n'est qu'une marionnette dont les fils sont tirés par une coalition — formée de militaires, d'hommes d'affaires influents, de la famille Bouteflika et de membres du parti Front de libération nationale — qui s'accroche désespérément au pouvoir, pointe le politologue.

« Ils sont complètement surpris par la mobilisation. Ils n'ont pas de plan B. Cette proposition de faire des élections anticipées, ça démontre qu'ils ne sont pas parvenus à un consensus sur le prochain homme qui va pouvoir garantir le maintien de leurs intérêts respectifs », soutient-il.

Depuis vingt ans, cette coalition maintient Abdelaziz Bouteflika au pouvoir en se fondant sur la légitimité historique de l'homme, figure de la lutte pour l'indépendance des années 1960, et sur la manne pétrolière. « Le régime a su maintenir la paix sociale grâce à la redistribution de la rente pétrolière, qui a permis jusque-là de calmer les soubresauts », explique Najib Lairini.

« Or, depuis plus de deux ans, en raison de la baisse du prix du pétrole, les recettes ne sont plus au rendez-vous, l'Algérie a donc été obligée de passer à la planche à billets, ce qui a fait croître l'inflation et causé la dévaluation du dinar », analyse le politologue.



Des manifestants ont posé une affiche dénonçant le régime Bouteflika sur la clôture du consulat algérien, dimanche, à Montréal.

VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR

Une situation qui a conduit le pays dans un cul-de-sac économique et politique. « L'Algérie se retrouve dans une situation catastrophique, dans la mesure où les finances publiques ne peuvent plus continuer à financer la paix sociale. »

Et la crainte de voir basculer le pays aux mains des islamistes ne tiendrait plus la route, selon M. Lairini. « Cette rhétorique, de dire c'est soit nous, l'autoritarisme, soit la menace islamiste, a été utilisée partout dans le monde arabe. Mais cette carte ne peut plus être jouée. Le mouvement islamiste s'est dispersé, a perdu plusieurs batailles politiques ou militaires. »

Un point de vue que partage Hamza Bendaoudi, présent à la manifestation montréalaise de dimanche. « Ce qu'on voit dans les rues en Algérie, ce ne sont pas des islamistes ou des extrémistes. Ce sont des Algériens. Il y a des familles dans les rues. C'est ce qui est magnifique et c'est ce qui dérange le pouvoir. C'est un mouvement qui est entièrement pacifiste. »

Plus la rue va prendre de la force, plus le régime va être contraint de reculer, croit Najib Lairini. D'ailleurs, une fois

la nuit tombée, dimanche, les rues d'Alger, comme celles de bien d'autres au pays, ont une nouvelle fois résonné sous les slogans de centaines de jeunes hérissés par ce nouvel affront porté par un régime autoritaire, mais fatigué...

Avec La Presse canadienne et Agence France-Presse

Cette rhétorique, de dire c'est soit nous, l'autoritarisme, soit la menace islamiste, a été utilisée partout dans le monde arabe. Mais cette carte ne peut plus être jouée. Le mouvement islamiste s'est dispersé, a perdu plusieurs batailles politiques ou militaires.

NAJIB LAIRINI



Précision

Une version non finale de l'article « Le combat pour libérer notre attention » d'Alexis Riopel a été publiée par erreur dans notre édition papier du samedi 2 mars. La version finale est publiée sur nos plateformes numériques. Nos excuses.

Dopage

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



Dès ce printemps, à l'annonce officielle de la retraite du fondeur Alex Harvey, il y a fort à parier que son sport, pourtant parmi les plus exigeants, retombera dans un oubli relatif, du moins au Québec. Les sports, chez nous, ne sont toujours agités que dans la mesure où on peut leur faire tenir un drapeau. Le drapeau ramené à terre, les nez continuent de pointer en l'air, à cette hauteur où, d'ordinaire, on ne nous montre toujours que du hockey.

Toujours est-il qu'Alex Harvey, en attendant l'heure prochaine de sa retraite, continue de briller. Chemin faisant, il se dit dégoûté par les cas de dopage révélés lors des mondiaux de sa discipline. Il l'est sans doute. Mais pourrait-il se permettre de ne pas l'être ?

Les polices autrichienne et allemande ont mis un holà à un réseau d'adeptes de la transfusion sanguine. Au nombre des sept personnes arrêtées, cinq skieurs. Deux d'Estonie. Deux d'Autriche. Un du Kazakhstan. Ce dernier est le plus connu. Mais son nom, à raison, ne vous dira rien. Il s'appelle Alexey Poltoranin. Il a gagné quelques médailles. Ce n'est pas pour autant un géant. Juste un athlète de haut niveau. Sa compagne est une sportive elle aussi. Le sport, voilà à l'évidence toute leur vie.

En gros, ce ne sont pas les meilleurs qui ont été pincés dans cette affaire. Les meilleurs se dopent-ils ? Cela est bien possible. Mais restons-en, si vous le voulez bien, à ceux qui ne sont pas médaillés et qui, à vrai dire, ne le seront jamais. Ces anonymes voués à faire au mieux de la figuration, pourquoi se dopent-ils ?

En matière de dopage sportif, tout n'est pas défini par des contours nets et précis, en noir ou en blanc. L'idée, maintes fois martelée, que le dopage sportif consiste à tricher en vue de gagner est fautive. Elle ne recouvre pas toute la réalité du dopage, tant s'en faut, comme le montrent cette histoire et d'autres.

Bien sûr, il existe des cas célèbres de tricheurs voués à se parer de gloire grâce à l'acquisition de capacités qui ne seraient certainement pas les leurs s'ils carbureraient seulement à l'eau claire. Le cas de Lance Armstrong, déchu de ses sept titres de champion du Tour de France, est peut-être le plus célèbre du genre. Mais on sait désormais qu'il ne suffit pas de se doper pour gagner. *Icarus*, le remarquable documentaire que Bryan Fogel a consacré à l'industrie du dopage, le démontre bien. Un athlète, même s'il se soumet à un protocole de dopage sophistiqué, ne parvient pas pour autant à triompher. Ce faisant, il souligne surtout le fait que la seule drogue dont il ne saurait se passer reste la pratique de son sport à haute intensité.

Le sport à ce niveau n'est jamais une affaire raisonnable, celle qui prédispose à la conception pondérée que nous nous faisons de la bonne santé. Dopés ou pas, tous les Alex Harvey du monde sont des êtres portés par la joie de l'excès. Les hypersportifs tournent en rond, pas mal autour de leur nombril, dans une conception atomistique du monde social qui affirme qu'ils peuvent toujours se dépasser, faire mieux, quitter à s'user, à se ruiner.

Celui qui est habité par l'idée de repousser ses limites mobilise ses esprits jusqu'à oublier son corps au nom de ce qu'il entend réaliser. En vertu de quoi sinon des sportifs amateurs, tel Bryan Fogel, sentiraient-ils le besoin de se doper ? Tout en sachant bien que, même bourrés de dynamite, ils ne connaîtraient jamais la gloire d'une victoire, les athlètes apparaissent souvent allumés par l'idée d'en consommer dans le souci premier de trouver à se dépasser.

Peut-être est-il temps, sans pour autant faire la promotion du dopage dans le sport, de considérer l'idée qu'il s'agit là d'un rapport à soi d'un genre certes particulier mais qui n'est peut-être pas plus condamnable que d'autres usages, par exemple celui qui permet aux individus de s'extirper quelque peu des liens qui les unissent au réel en s'allumant un joint ou en s'abrutissant dans l'alcool.

Dans les années 1960, alors que la lutte contre la drogue s'attachait à une volonté affirmée de maintenir des contrôles sur une société en train de changer à grande vitesse, les autorités ont fait des sportifs des marionnettes censées illustrer les vertus morales prêtées à la nation. Le champion cycliste Jacques Anquetil, à ce moment précis où les perceptions à l'égard du dopage étaient en voie de changer, faisait grincer des dents les autorités parce que son discours restait attaché à une conception du sport qui remontait à l'Antiquité. Aussi Anquetil déclarait-il très volontiers à la presse qu'il avait les fesses aussi trouées qu'une passoire à force de faire usage de seringues...

Depuis les jeux de l'Antiquité grecque jusqu'à ce passé somme toute récent, le dopage avait été largement admis et pratiqué au grand jour. Albert Londres relate en 1924 les confidences que lui font deux des cyclistes les plus en vue à l'époque, les frères Pélissier. Ils lui montrent des fioles de cocaïne, de chloroforme, des boîtes de pilules diverses, bref tout l'arsenal pharmaceutique auquel des athlètes comme eux ont recours. On ne compte plus les textes de journaux qui, jusque dans les années 1950, relatent à peu près ouvertement l'usage de stimulants de toutes sortes, dans une panoplie de disciplines.

Nous faisons semblant de continuer à croire en de faux modèles de vertu pour nous pardonner d'aimer voir ces gens se dépenser comme des bêtes. Tout le monde le sait. À l'heure où notre rapport social à la drogue change, pourquoi ce poids moral de la vertu, un poids que nous refusons d'assumer nous-mêmes, est-il tout entier déchargé sur le dos des seuls athlètes ?

Le sport de haut niveau n'est jamais une affaire raisonnable, celle qui prédispose à la conception pondérée que nous nous faisons de la bonne santé



L'ancienne ministre de l'Économie, Dominique Anglade, l'ex-ministre des Transports, André Fortin, et la nouvelle élue Marwah Rizqy se sont tous dits intéressés dans les derniers mois par le poste de chef du Parti libéral du Québec.

JACQUES BOISSINOT GRAHAM HUGHES LA PRESSE CANADIENNE

III PARTI LIBÉRAL

Les jeunes libéraux veulent un chef le plus tôt possible

AMÉLI PINEDA
LEDEVOIR

Pour éviter les divisions internes, les jeunes libéraux estiment qu'il est urgent que le Parti libéral du Québec (PLQ) se dote d'un chef et souhaitent que celui-ci soit choisi avant mai 2020. L'aile jeunesse croit également que le parti devra réorienter son image pour mettre davantage en avant l'environnement plutôt que le fédéralisme.

« On ne va pas se le cacher, la course à la chefferie a commencé le 1^{er} octobre quand on a perdu l'élection », souligne Stéphane Stril, président de la Commission-Jeunesse du PLQ. Des personnes ont commencé à tâter le terrain et à faire des rencontres. Dans les faits, les équipes ont commencé à se former, et la course est lancée. »

Plusieurs députés libéraux lorgnent en effet la chefferie depuis le départ de Philippe Couillard. L'ancienne ministre de l'Économie, Dominique Anglade, l'ex-ministre des Transports, André Fortin, et la nouvelle élue Marwah Rizqy se sont tous dits intéressés par le poste dans les derniers mois.

À l'externe, plusieurs noms de personnalités continuent à circuler, notamment celui de l'ancien maire de Montréal, Denis Coderre, ainsi que celui de l'homme d'affaires Mitch Garber.

Si le premier n'a pas fait de commentaires, le deuxième a assuré sur Twitter ne pas être désireux de se lancer dans la course à la direction.

L'aile jeunesse libérale croit que plus rapidement la course à la chefferie sera mise en branle, plus rapidement les membres du parti pourront « relancer la machine pour regagner la confiance

des Québécois » d'ici la prochaine élection provinciale de 2022.

« Ce qu'on dit, c'est qu'il ne faut pas que ça dure trop longtemps parce que ça peut créer des clans et il ne faut pas que ça nous divise parce que plus longtemps ça dure, plus ça peut causer des cicatrices », explique M. Stril.

Le principal obstacle au recrutement et à la mobilisation des membres est d'ailleurs l'absence d'une figure de proue, soutient M. Stril.

« C'est plus difficile de convaincre des gens de s'impliquer lorsqu'on n'a pas de projet à leur proposer, pas de nouvelles idées à leur soumettre et qu'on n'a pas de figure de proue à la tête du parti prête à devenir le prochain premier ministre du Québec », mentionne-t-il.

Le chef intérimaire, Pierre Arcand, n'a pas souhaité commenter la sortie des jeunes libéraux rappelant qu'il a un devoir de réserve. Il a par ailleurs rappelé que les règles de la campagne à la chefferie seraient annoncées lors du conseil général qui se tiendra les 4 et 5 mai à Drummondville.

Environnementalistes

L'élection de leur nouveau chef devra s'accompagner du renouvellement de l'image du parti, dit l'aile jeunesse.

« Pendant un bon moment, le simple fait d'être [le parti] fédéraliste suffisait à gagner des élections, la question nationale était tellement présente que la majorité se ralliait à nous quasiment par automatisme [...] Aujourd'hui, on ne peut plus simplement être vu comme le parti fédéraliste, ce n'est plus suffisant », indique M. Stril.

Les jeunes libéraux souhaitent que le parti soit vu en 2022 comme celui de l'environnement. « De la même façon

qu'on pense au fédéralisme et aux libertés individuelles, on veut que lorsqu'on pense au Parti libéral du Québec on pense à l'environnement », dit-il.

« Il faut qu'on change la perception que les gens ont de nous, qu'on rajourne notre image, qu'on se modernise comme parti », ajoute-t-il.

M. Stril rappelle qu'en début de campagne, le vote des jeunes était favorable aux libéraux selon les sondages avant le début de la campagne électorale.

« On était premiers chez les jeunes et, dès que la campagne a commencé, les jeunes ont regardé les différents programmes et ont réalisé qu'on ne parlait pas beaucoup d'environnement [...] Forcément, ils se sont dirigés vers Québec solidaire, mais je ne pense pas que la majorité des jeunes qui ont voté pour QS soient des marxistes ou des gens d'extrême gauche », dit M. Stril.

D'ailleurs, le président de l'aile jeunesse croit que son parti devra faire preuve d'audace en matière d'environnement. « Il faudra être courageux et proposer des mesures contraignantes. On ne peut plus rester simplement dans l'incitatif pour la réduction des gaz à effet de serre et la protection de la planète », insiste-t-il.

Il donne l'exemple de l'interdiction des pailles en plastique proposé par Philippe Couillard en campagne, qui selon lui ne va pas assez loin.

« Il va falloir arrêter de proposer des mesurées qui au final n'auront pas un grand impact. Interdire les pailles, c'est nécessaire, mais je pense que plutôt que de proposer de petites mesures comme ça, il faut avoir une réflexion plus large sur l'utilisation du plastique dans notre société et notre dépendance au plastique », soutient-il.

III AFFAIRE HUAWEI

Meng Wanzhou poursuit la GRC, l'ASFC et le gouvernement canadien

LA PRESSE CANADIENNE
À VANCOUVER

Les avocats de la dirigeante du géant chinois Huawei, Meng Wanzhou, ont déposé un avis de poursuite civile, alléguant des « violations graves » de ses droits constitutionnels.

La poursuite, qui a été déposée devant la Cour suprême de la Colombie-Britannique, vendredi, vise des membres de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), et du gouvernement canadien. M^{me} Meng réclame des dommages-intérêts pour avoir été emprisonnée illégalement. Selon ses



Meng Wanzhou
DARRYL DYCK LA PRESSE CANADIENNE

avocats, les responsables du gouvernement n'auraient pas respecté la règle de droit lorsque la dame a été détenue, fouillée et interrogée à l'aéroport de Vancouver, le 1^{er} décembre 2018.

Les allégations n'ont pas été prouvées devant les tribunaux. L'ASFC, la GRC et le bureau du procureur général n'avaient pas répondu à La Presse canadienne au moment d'écrire ces lignes.

Vendredi, le ministère de la Justice a donné vendredi le feu vert à la procédure d'extradition contre Meng Wanzhou, marquant le début des procédures dans ce dossier qui a placé le Canada dans une position délicate, entre les États-Unis et la Chine.

Le département américain de la Justice a déposé 13 chefs d'accusation de complot, de fraude et d'entrave contre Huawei et M^{me} Meng, fille du fondateur de l'entreprise, Ren Zhengfei.

SANTÉ

Opioides : une nouvelle option pour traiter les dépendances

CAMILLE BAINS
À VANCOUVER
LA PRESSE CANADIENNE

Les Canadiens dépendants aux opioïdes pourraient être admissibles à un implant qui fournit une faible dose continue de médicaments pendant six mois, avec la possibilité d'un traitement pouvant aller jusqu'à un an lorsqu'un nouvel implant est placé dans le bras opposé.

La procédure implique que des médecins formés insèrent des bâtonnets de la taille d'une allumette sous la peau, contenant chacun le médicament buprénorphine.

Santé Canada a approuvé l'implant en avril 2018, deux ans après l'approbation aux États-Unis. Il est commercialisé sous la marque Probuphine et est le premier implant de ce type destiné au traitement de la dépendance aux opioïdes.

La docteure Seonaid Nolan, chercheuse au Centre sur l'usage de substances de la Colombie-Britannique et médecin en toxicomanie à l'Hôpital St. Paul's de Vancouver, a déclaré que l'implant constituait une autre option de traitement aux côtés de médicaments comprenant la buprénorphine (Suboxone) et la méthadone.

M^{me} Nolan a fait valoir qu'il n'y avait pas de « solution unique pour inverser la crise des opioïdes », et qu'il était important d'avoir plusieurs solutions de traitement.

Dosage régulier

Le principal avantage de l'implant est qu'il élimine certains obstacles, comme le fait pour des patients dont l'état a sévèrement de prendre leur dose quotidienne de Suboxone, ce qui peut constituer un défi pour des toxicomanes également aux prises des problèmes tels que la pauvreté, le manque de logement et le chômage, a-t-elle fait valoir.

L'implant éliminerait également la nécessité pour les patients de prendre un médicament sous surveillance, du moins au début, afin de garantir la conformité et de gérer les risques de détournement ou d'utilisation abusive.

L'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé (ACMTS), qui examine tous les médicaments et les dispositifs approuvés par Santé Canada, a déclaré dans un communiqué qu'elle recommandait aux régimes provinciaux d'assurance médicaments de rembourser le coût de l'implant aux patients dont l'état a été stabilisé avec un maximum de 8 mg de buprénorphine.

Le comité d'experts en médicaments de l'agence a affirmé que le coût de l'implant ne devrait pas dépasser le coût total du régime d'assurance médicaments associé à la buprénorphine à une dose ne dépassant pas huit milligrammes par jour.

Examen

Le ministère de la Santé de la Colombie-Britannique, la province la plus touchée par la crise de surdose, avec plus de 3000 morts au cours des deux dernières années, a déclaré qu'un conseil indépendant procéderait à un examen de l'implant avant de déterminer si les coûts seraient assumés par la province.

La société montréalaise Thérapeutique Knight a obtenu une licence d'une société américaine pour commercialiser et distribuer le produit au Canada.

La présidente de Thérapeutique Knight, Samira Sakhia, a affirmé que le coût serait de 1495 \$ par implant, soit l'équivalent de six mois de traitement avec la Suboxone. La société a formé des médecins pour l'insertion de l'implant dans les grandes villes canadiennes, a-t-elle soutenu.

ENVIRONNEMENT

Les libéraux lancent une offensive sur la question climatique

JOAN BRYDEN
À OTTAWA
LA PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Justin Trudeau tentera de faire oublier l'affaire SNC-Lavalin en enfourchant cette semaine son cheval de bataille favori, les changements climatiques, alors que le Parti libéral présentera ses premières annonces préélectorales.

Des publicités radiophoniques seront diffusées dans les quatre provinces où le gouvernement fédéral impose une taxe sur les émissions de carbone.

Les publicités souligneront que les recettes de la taxe perçue en Ontario, en Saskatchewan, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick seront remises directement aux contribuables de ces provinces.

M. Trudeau préparera le terrain pour cette campagne publicitaire en participant lundi soir à un rassemblement partisan intitulé « Action pour le climat » à Toronto. Les publicités commenceront à être diffusées mardi matin.

Le message transmis par le chef libéral sera identique pour les quatre provinces. Seule variante : la somme qui sera remboursée aux contribuables. Elle variera en fonction des émissions de carbone taxées dans chaque province.

Selon ces publicités, une famille moyenne de quatre personnes recevra plus de 600 \$ en Saskatchewan, plus de 300 \$ en Ontario et au Manitoba et plus de 250 \$ au Nouveau-Brunswick.

« Les changements climatiques sont un problème réel et sérieux », souligne M. Trudeau dans les publicités. Nous avons un plan solide pour les combattre, un programme soutenu par des scientifiques et des économistes chevronnés. Il oblige les pollueurs à payer et rend l'argent aux gens. »

M. Trudeau conclut en ressortant le fantôme du gouvernement Harper. « Certains politiciens veulent maintenant revenir aux années Harper lorsque la pollution était gratuite. Nous devons



faire mieux que cela. Nos enfants comptent sur nous. »

Le gouvernement Trudeau demande aux provinces d'imposer un prix sur les émissions de dioxyde de carbone, à partir de 20 \$ la tonne cette année, en y ajoutant 10 \$ la tonne par année pour atteindre 50 \$ la tonne en 2022. Il impose sa propre taxe aux provinces qui ont refusé de respecter les seuils fédéraux.

Jusqu'à l'éclatement de l'affaire SNC-Lavalin, plus tôt ce mois-ci, les changements climatiques pouvaient constituer l'enjeu principal de la prochaine campagne électorale fédérale à l'automne prochain.

Le premier ministre Trudeau préparera le terrain pour cette campagne publicitaire en participant lundi soir à un rassemblement partisan intitulé « Action pour le climat » à Toronto.

RYAN REMIORZ
LA PRESSE
CANADIENNE

Si le chef conservateur, Andrew Scheer, a dénoncé cette taxe en affirmant qu'elle augmentera le fardeau des contribuables canadiens, il n'a toujours pas dévoilé son propre plan de lutte contre les changements climatiques.

Les libéraux misent sur cette timidité des conservateurs sur ce sujet. Ils ont déjà créé un site Internet prétendant parler du plan conservateur. Les visiteurs qui tentent d'y accéder reçoivent un message d'erreur : « aucun plan trouvé ». Un décompte indique aussi le nombre de jours qui se sont écoulés depuis la promesse de M. Scheer de présenter un plan.

Perdre son identité

VIE

SUITE DE LA PAGE A 1

langues, dont le russe, en partie grâce à un père qui travaillait pour la compagnie aérienne Lufthansa : après une enfance à New York et quelques années à Bruxelles, l'anglais et le français n'ont plus tellement de secrets pour lui.

On pourrait dire la même chose de sa connaissance de l'Allemagne du XX^e siècle tant ses deux films allemands regorgent de détails sur la vie de ses compatriotes, personnages souvent inspirés de personnalités connues, emportées par les tumultes de l'histoire. Et si plusieurs ont vu dans *Never Look Away* une biographie déguisée du célèbre créateur Gerhard Richter et son existence douloureuse marquée à la fois par le nazisme et le communisme avant son passage à l'Ouest dans les années 1960, ils n'avaient pas tort.

Donnersmarck le reconnaît également, lui qui affirme pourtant détester les films biographiques, refusant « de réduire une vie ou un aspect important d'une vie à la durée d'un film », dit-il dans un français rarement hésitant.

« En restant trop fidèle aux faits et aux données historiques, on se prive de bonnes idées. Prenez *Citizen Kane*, d'Orson Welles : si le cinéaste avait voulu raconter uniquement la vie de William

Randolph Hearst, il n'y aurait pas eu cette histoire de traîneau qui s'appelle Rosebud. Sans ce traîneau, le film est pas mal moins intéressant. »

Son Richter déguisé se nomme Kurt Barnert (Tom Schilling), marqué par un drame familial, et ceux de tout un peuple, offrant ses talents artistiques à la cause du socialisme pour ensuite verser, une fois de l'autre côté du mur de Berlin, dans une approche conceptuelle qui fera dire à plusieurs qu'il s'agit d'une « *Werke ohne Autor* », une « œuvre sans auteur », et titre original du film de Donnersmarck.

Mais en parallèle se profile une ombre menaçante, celle d'un beau-père gynécologue (Sebastian Koch, lui du côté des victimes dans *La vie des autres*) au service de la pureté de la race aryenne, condamnant la relation de sa fille avec ce peintre de condition modeste, ignorant qu'ils sont liés par d'autres tragédies.

Certaines d'entre elles ressemblent à s'y méprendre à celles vécues par Richter, tandis que d'autres relèvent de la fiction. Mêmes libertés prises en ce qui concerne la représentation de son œuvre artistique, Donnersmarck ayant imaginé ce qu'il nomme « le tableau central », celui qui va cristalliser tous les traumatismes de son héros.

« Il contient tout, il rejoue tout, mais il n'existe pas. » Et n'a pas hésité non plus à recréer une curieuse alliance amoureuse entre Barnert et un professeur d'art tyrannique, portant toujours un chapeau, et qui n'est pas sans ressembler à Joseph Beuys, une autre star de l'art allemand, personnage flamboyant et éclectique, lui aussi portant les blessures de l'Allemagne du XX^e siècle.

Le cinéaste reconnaît aussi la parenté, mais encore là, pas question de se laisser enfermer dans le réalisme.

Quand je suis arrivé à Berlin en 1981 [...] après avoir passé mon enfance à New York, chaque fois que je voyais une vieille personne, je me demandais ce qu'elle avait fait pendant la guerre. Mes grands-parents m'ont fait comprendre que les personnes méchantes entre 1933 et 1945 n'ont pas vécu des vies parfaites après...

FLORIAN HENCKEL
VON DONNERSMARCK



« Beuys est un personnage fascinant, mais il n'a jamais eu Richter comme étudiant. Et contrairement au professeur de mon film, Beuys s'occupait beaucoup de ses étudiants, regardait tout ce qu'ils faisaient, leur donnait son avis : des traits de caractère qui ne servaient pas du tout l'histoire que je voulais raconter ! »

Ses radiographies historiques sont rarement manichéennes, et les salauds de ses films ne forment jamais des blocs monolithiques, sans compter que leur châtement semble rarement à la hauteur de leurs crimes. Une posture morale que le cinéaste assume complètement.

« Je suis né en 1973 et, même avant ma naissance, ma mère faisait partie de l'Union socialiste allemande des étudiants, et leur obsession était que l'Allemagne n'ait pas suffisamment puni les nazis. Quand je suis arrivé à Berlin en 1981 à l'âge de 8 ans après avoir passé mon enfance à New York, chaque fois que je voyais une vieille personne, je me demandais ce qu'elle avait fait pendant la guerre. Mes grands-parents m'ont fait comprendre que les personnes méchantes entre 1933 et 1945 n'ont pas vécu des vies parfaites après... Alors, que serait pour eux la plus grande punition ? Celle de perdre leur propre identité. Si on ne sait plus quelle histoire se raconter à propos de sa propre vie, on est vraiment perdu... »

Quant à Donnersmarck, il a visiblement retrouvé son identité de cinéaste en racontant des histoires qui ne plaisent pas toujours à ses compatriotes, mais au milieu desquelles il ne ressemble jamais à un touriste.

Never Look Away prendra l'affiche à Montréal au Cinéma du Parc le vendredi 8 mars en version originale allemande avec sous-titres anglais.

Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514-845-5545

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2019-03-02

<p>649</p> <p>04 14 21 29 41 49</p> <p>35 compl.</p> <p>1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$</p> <p>36491197-06</p> <p>Prochain gros lot (approx.) : 7 000 000 \$</p>	<p>Quebec 49</p> <p>09 21 27 32 33 38</p> <p>30 compl.</p> <p>Extra 2355671</p>
--	---

LOTO MAX

Résultats des tirages du : 2019-03-01

<p>02 23 24 29 40 48 49</p> <p>18 compl.</p> <p>Prochain gros lot (approx.) : 16 000 000 \$</p>	<p>Extra 4759762</p>
---	----------------------

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.



L'« Impossible Burger 2.0 » a été présenté au Consumer Electronics Show de Las Vegas en janvier dernier. La galette, faite à partir d'ingrédients végétaux, imite le bœuf. D'après Sylvain Charlebois, spécialiste de la distribution et de la sécurité alimentaires à l'Université de Dalhousie, « on assiste vraiment [en ce moment] à un affrontement entre deux mondes : celui de la protéine animale et celui de toutes les autres sources de protéines. »

ROBYN BECK AGENCE FRANCE-PRESSE

III TENDANCES

La guerre des mots s'empare du secteur de l'alimentation

Certaines appellations sont-elles réservées aux produits faits de protéines animales ?

SYLVIE ST-JACQUES
COLLABORATRICE
LE DEVOIR

« Quand je te dis passe-moi le beurre... passe-moi pas d'autre chose ! », clamait jadis une annonce publicitaire, remettant d'un trait à leur place toutes les margarines et autres pâles copies non laitières de ce classique de la table. Les temps ont changé et, avec eux, le *Guide alimentaire canadien*. Quantités décuplées de végétaux, plus de grains et de noix, moins de viande rouge et de produits laitiers, recommandant la récente version du guide. Et pendant que jubile le camp des végétariens, celui des carnés contre-attaque, à grands coups de dénonciations lexicales...

Restaurants végés sous pression

Le restaurant LOV, dont le menu est composé à 100 % de produits à base de plantes, a l'habitude de choisir scrupuleusement les mots qui servent à décrire ses plats et produits.

« On s'est fait taper sur les doigts, pour avoir utilisé des mots comme "crème" ou "fromage". On a eu aussi à se battre pour pouvoir utiliser le terme "carpaccio". Pourtant, tout comme le tartare, le carpaccio fait simplement référence à la coupe. »

Qui a dit que ce mot appartenait au bœuf ou au thon ? », lance Dominic Bujold, propriétaire de LOV qui, ces jours-ci, espère obtenir le droit d'employer le terme « crème glacée » pour les cornets qu'il vendra l'été prochain à sa crèmerie de la rue Saint-Viateur dans le Mile End et les petits pots LOV qu'il vendra en épicerie.

Les restaurants LOV ne sont pas les seuls à être accusés d'appropriation lexicale alimentaire. En février dernier, le cas de la fromagerie Blue Heron a défrayé la chronique et révélé les tensions autour du choix des mots pour désigner des versions végétaliennes de produits bien connus du grand public.

Ce petit commerce de Vancouver qui se spécialise dans des fromages fabriqués à base de plantes a reçu un courriel de la part de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) l'avertissant de l'interdiction d'employer le terme « fromage » pour désigner ses produits.

« En ce moment, on assiste vraiment à un affrontement entre deux mondes : celui de la protéine animale et celui de toutes les autres sources de protéines.

Dans le secteur animal, on veut protéger son territoire le plus possible, en ne permettant pas à différentes entreprises d'appeler des produits de diverses façons », exprime Sylvain Charlebois, spécialiste de la distribution et de la sécurité alimentaires à l'Université de Dalhousie.

Défendre son territoire

De la croisade contre le colorant jaune dans la margarine à l'alimentation paléo en passant par les t-shirts « J'aime mon bœuf », les défenseurs de l'alimentation à base de protéines animales ont l'habitude de jouer aux combats de toréros, afin de défendre leur territoire. Les végétaliens, de leur côté, ont inventé des mots comme le « faux-mage » pour définir leurs simulacres à base de plantes.

Or, selon Sylvain Charlebois, la récente version du *Guide alimentaire canadien*, jumelée à l'importance accrue accordée à la santé et à la sensibilisation aux changements climatiques, ne plaide pas en leur faveur.

« Je ne me souviens pas d'avoir vu une étude qui encourageait la consommation de plus de viande animale », ajoute le chercheur, qui soutient que les recherches sur la viande artificielle, notamment, gagnent de plus en plus de terrain par rapport à la filière bovine, qui réagit féroce à cette intrusion.

Appropriation alimentaire ?

En plus des débats opposant viande et végétaux, la question de l'appropriation alimentaire soulève aussi de nou-

On ne veut pas que les gens mêlent les choses. Mais là, ça commence à tourner au ridicule : va-t-on bannir l'expression « beurre d'arachide » ?

SYLVAIN CHARLEBOIS



velles passions. Tout récemment, le chef Yotam Ottolenghi s'est prononcé sur l'appropriation culturelle et la propriété des recettes palestiniennes en lien avec le sentiment d'appartenance lié à la nourriture.

« Avant de parler la même langue qu'une autre personne, avant de comprendre son histoire et avant de franchir un *mile* dans ses chaussures, vous mangez la même nourriture que d'autres personnes et apprenez certaines notions de leur façon de vivre, de leur vie et de leur culture. Je ne crois pas à l'appropriation culturelle dans le domaine de la nourriture, parce qu'il s'agit d'une fenêtre magnifique sur tous les autres aspects des sociétés multiculturelles dans lesquelles nous vivons », a dit le chef lors d'une conférence donnée à la Sydney Opera House.

Politisation de l'alimentation

Selon Sylvain Charlebois, qui reconnaît que l'alimentation est de plus en plus politisée, la tension actuelle entre les producteurs laitiers et bovins et le monde de l'alimentation végétarienne découle justement de la défense d'appellations, un peu comme pour le champagne ou la moutarde de Dijon. « On ne veut pas que les gens mêlent les choses. Mais là, ça commence à tourner au ridicule : va-t-on bannir l'expression "beurre d'arachide" ? », lance Sylvain Charlebois.

Pour les groupes de pression de l'industrie des protéines animales, c'est surtout l'intégrité alimentaire qui est en jeu. Mais dans un contexte où toute une industrie est menacée par des recommandations de santé, les choses risquent de prendre un drôle de tournant.

Selon Dominic Bujold, ouvrir la porte à un contrôle des mots génériques pourrait mener à toutes sortes d'errances. « On fait quoi avec les termes "lait de coco", "lait d'amande", "beurre d'érable" ? »

Sylvain Charlebois, quant à lui, prône une plus grande diversité et une plus grande innovation dans un secteur qui doit se réinventer. « À mon avis, le consommateur est assez intelligent pour faire la part des choses. Or, on a affaire à quelques industries composées d'entreprises de trois, quatre ou cinq générations, où les choses ont toujours été faites de la même façon. En démocratisant la protéine et en cessant de l'associer à un produit animal, c'est un establishment que l'on remet en question. »

Des homéopathes canadiens financés par l'aide internationale

Aucune donnée probante en épidémiologie ne valide ce qu'affirme l'organisme concerné

PASCAL LAPOINTE
AGENCE SCIENCE-PRESSE

Si des associations douteuses aux noms tels que Naturopathes sans frontières ou Homéopathes sans frontières existent depuis longtemps, c'est peut-être la première fois qu'un de ces groupes est financé par des fonds destinés à l'aide internationale.

Selon un reportage de la CBC diffusé le 23 février, l'organisme québécois Terre sans frontières a reçu 350 000 \$ sur cinq ans (de 2015 à 2020) d'Affaires mondiales Canada, des fonds qui ont permis d'envoyer jusqu'ici au moins 12 homéopathes au Honduras. Ceux-ci font partie d'une centaine de coopérants que l'organisme québécois envoie en Bolivie, au Honduras et en Tanzanie « dans les secteurs de la dentisterie, de l'optométrie et de l'homéopathie ».

À titre d'exemple, la « mission de l'automne 2017 » est décrite comme ayant servi à la « poursuite du partage des savoirs de base en santé familiale et communautaire » par « l'homéopathie et l'homéoprophylaxie ».

Sur divers sites de santé « alternative », on définit l'homéoprophylaxie comme une solution de remplacement aux vaccins, qui « donne à l'organisme ce que l'on peut appeler un message énergétique ». Dans son dernier rapport annuel, Terre sans frontières, elle, définit l'homéoprophylaxie comme « l'utilisation de l'homéopathie pour la prévention d'épidémies ».

Il faut savoir que la malaria, la maladie de Chagas et la dengue sont trois maladies épidémiques en Amérique centrale, potentiellement mortelles. Le site affirme que l'homéopathie permet de faire régresser la maladie de Chagas, une assertion qui n'est validée par aucune donnée probante en épidémiologie.

Dans son dernier rapport annuel, Terre sans frontières, définit l'homéoprophylaxie comme « l'utilisation de l'homéopathie pour la prévention d'épidémies »

L'ascenseur social fonctionne mieux pour les femmes

AGENCE FRANCE-PRESSE
À PARIS

L'ascenseur social a mieux fonctionné depuis 40 ans pour les femmes que pour les hommes, souligne une étude de l'INSEE publiée le 27 février, mais cette tendance est surtout vraie si l'on compare la trajectoire des femmes avec celle de leurs mères, moins avec leur père.

Entre 1977 et 2015, la proportion de femmes d'une génération occupant une position sociale plus favorisée que leurs mères avant elles est passée de 17 à 40 %, soit une hausse de 23 points, alors que pour les hommes par rapport à leurs pères, ce taux est passé de 24 à 28 %, soit « seulement » 4 points d'augmentation, relève l'institut statistique.

« En 40 ans, la mobilité sociale des femmes a progressé, celle des hommes est restée quasi stable », note l'INSEE.

Les résultats sont toutefois très différents si l'on compare le statut social des femmes non pas avec celui de leurs mères, mais avec celui de leurs pères : avec une telle grille de lecture, seulement 22 % des femmes de 2015 ont eu un parcours ascendant, contre 13 % en 1977, soit une hausse de 9 points seulement en 40 ans.

L'ascenseur social fonctionne d'ailleurs aussi vers le bas, et même davantage aujourd'hui que dans les années 1970 : ainsi, 15 % des hommes de 2015 ont connu une trajectoire sociale descendante par rapport à leurs pères (alors qu'ils n'étaient que 7 % en 1977). C'est également le cas de 12 % des femmes de 2015 par rapport à leurs mères (contre moins de 6 % en 1977) et de 25 % des femmes de 2015 par rapport à leurs pères (contre 18 % en 1977).

Les résultats de l'étude sont très différents si l'on compare le statut social des femmes non pas avec celui de leurs mères, mais avec celui de leurs pères

III PESTICIDES EN AGRICULTURE

Autre test pour les caquistes

Jeudi, les membres de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN) n'ont pas réussi à s'entendre sur un mandat d'initiative concernant l'usage des pesticides et autres produits chimiques en agriculture et dans l'alimentation. Les députés doivent toutefois reprendre leurs discussions après la relâche.

Cette intention des parlementaires découle du congédiement par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) de l'agronome et lanceur d'alerte Louis Robert, qui a dénoncé l'emprise des fabricants de pesticides sur le Centre de recherche sur les grains (CEROM) et les pressions qu'exerce l'industrie sur les chercheurs.

Les libéraux insistent pour que compare le fonctionnaire déchu, ce que les députés caquistes ont refusé. Louis Robert aurait certes eu des choses à dire sur le sujet, mais il est vrai que le cas de l'agronome dépasse l'objet du mandat d'initiative, puisqu'il englobe aussi toute la question du sort réservé aux lanceurs d'alerte et l'opposition qui existe entre la loyauté dont doivent faire preuve les fonctionnaires envers leur ministère et leur devoir d'agir dans l'intérêt public.

Au surplus, l'agronome et son syndicat entendent entamer des procédures pour contester ce congédiement, ce qui semble incompatible avec une participation à une consultation publique.

Il y a quinze jours à peine, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) a publié un rapport sur la présence de pesticides dans quatre rivières situées dans des zones de cultures de maïs et de soya.

ROBERT DUTRISAC



Ces cultures sont associées à l'usage intensif de pesticides et d'herbicides, notamment les néonicotinoïdes, ces insecticides dits tueurs d'abeilles, et l'herbicide glyphosate nécessaire à la production d'organismes génétiquement modifiés (OGM).

Ce dernier rapport n'a rien de rassurant. Ainsi, pour les néonicotinoïdes, on a relevé, dans 79 % à 100 % des échantillons, des dépassements du critère de qualité de l'eau pour la protection des espèces aquatiques, ce que les scientifiques appellent le critère de toxicité chronique, c'est-à-dire un état de nocivité permanent imputable à une pollution répétée sur une longue période. Dans le cas du glyphosate, le fameux Roundup conçu par Monsanto, multinationale américaine rachetée l'an dernier par le géant Bayer, le rapport note une « tendance significative à la hausse » et quelques dépassements du critère de toxicité chronique.

En clair, là où il y a culture intensive de maïs et de soya, les cours d'eau sont contaminés.

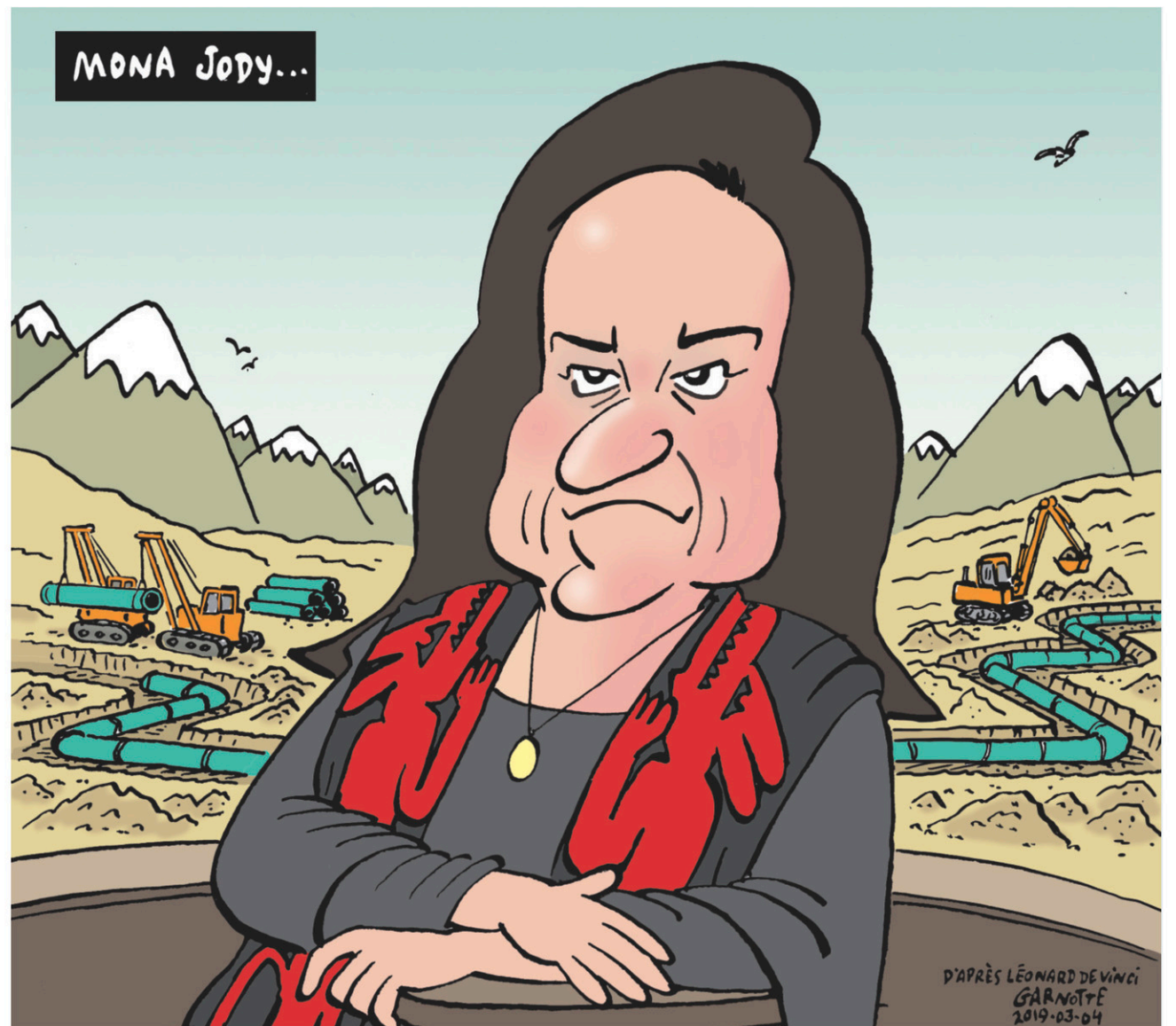
En matière de pesticides au Québec, il y a d'évidence quelque chose de pourri dans le royaume, comme en fait foi la récente prise de bec entre le président de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Marcel Groleau, et le président de l'Ordre des agronomes du Québec (OAO), Michel Duval.

Ce dernier s'en est pris au président de l'UPA, qui plaide pour une réduction de l'usage des pesticides et le déploiement de pratiques plus écologiques. L'UPA réclame que le gouvernement augmente les budgets des centres de recherche et améliore « l'offre de services-conseils neutres ». Nombre d'agronomes, qui prodiguent des conseils aux agriculteurs, sont à la solde de fabricants de pesticides, ce que l'UPA déplore. C'est comme si les pharmaciens étaient des employés des compagnies pharmaceutiques.

Mais le président de l'OAO s'est évertué à défendre cette apparence de conflits d'intérêts des agronomes-vendeurs de pesticides, comme s'ils étaient portés à recommander des solutions de remplacement, alors que c'est pourtant leur devoir déontologique de le faire. Michel Duval reconnaît implicitement le tort que causent les pesticides à l'environnement et les risques qu'ils présentent pour la santé humaine. Mais il rejette la faute sur les agriculteurs qui répandent des pesticides en bordure des cours d'eau et des fossés. Il déplore « l'ignorance et le manque de formation » des producteurs agricoles, inondés, pourtant, « d'une quantité incalculable de dépliants, de fiches techniques » par les vendeurs de pesticides.

Il ne fait aucun doute que la CAPERN ferait œuvre utile si elle se penchait sur ces enjeux — notamment sur la situation des agronomes-vendeurs de pesticides — et plus largement sur le virage vert que doit prendre l'agriculture au Québec.

Répondant à ce qu'elle perçoit comme une préoccupation croissante de la population, mais aussi des agriculteurs qui craignent de plus en plus les risques d'exposition aux pesticides pour leur propre santé, l'UPA réclame la mise en œuvre d'un plan vert agricole. Le gouvernement Legault doit s'y atteler. C'est un autre test environnemental pour lui, dont le sérieux en la matière semble cruellement manquer.



LETTRES

Bulletin chiffré : lettre au ministre de l'Éducation

En tant qu'ex-enseignant, vous ne pouvez ignorer que l'école accueille de plus en plus d'élèves aux prises avec une palette de troubles du développement, d'apprentissage ou de comportement. Des plans d'intervention individualisés sont élaborés afin de répondre aux besoins multiples et spécifiques de ces élèves.

Prenons un exemple : Julie éprouve de grandes difficultés de décodage en lecture. Comme on évalue sa capacité à comprendre un texte, son plan d'intervention lui permet d'utiliser un logiciel de lecture. Elle réussira son évaluation avec un résultat de 90 %.

Mathieu, un élève de sa classe, ne lit pas avec fluidité, mais se débrouille tout de même, il n'a pas de plan d'intervention et doit lire le texte de manière autonome. Son résultat sera de 65 %. Si ce dernier avait aussi eu droit à un « lecteur », il aurait également eu un résultat de 90 %.

Dans ce contexte que nous révélons ces pourcentages ? Donnent-ils vraiment un portrait clair de l'élève ? Et que dire de la comparaison à la moyenne du groupe dans lequel plus du quart des élèves bénéficient d'adaptations de toutes sortes ?

L'école québécoise compose depuis trop longtemps avec un programme et un système de pondération inconciliables. Cette incohérence suscite de nombreuses discussions et beaucoup

de frustrations au sein du corps enseignant...

À l'instar du Conseil supérieur de l'éducation, nous soutenons qu'il est impératif de mettre le bulletin chiffré au rancart au profit d'un barème qui signifierait « dépasse les attentes », « répond aux attentes de manière autonome », « répond aux attentes avec soutien » et « ne répond pas aux attentes ».

Ne perdons pas de vue que l'évaluation a essentiellement pour but de guider l'apprentissage et l'enseignement. Elle permet de déterminer, à différents moments du processus d'apprentissage, ce que l'élève sait et ce qu'il est capable de faire, pour informer l'élève lui-même et ses parents, mais aussi pour mieux le soutenir et orienter les pratiques pédagogiques.

Alors que le bulletin chiffré cherche à classer l'élève, un barème qualitatif a l'avantage de donner des indications sur sa progression et permet le développement d'une culture de l'évaluation intégrée qui correspond davantage à l'esprit du programme de formation de l'école québécoise.

Monsieur le Ministre, nous vous enjoignons d'y réfléchir sérieusement, de consulter les enseignants et les parents et de prendre une décision éclairée.

Monica Neyra et Éloïse Simoncelli-Bourque, enseignantes
Le 1^{er} mars 2019

J & J doit collaborer

Une partie de nos impôts fédéraux sert à protéger notre santé à tous, entre autres par un investissement substantiel du gouvernement dans le Fonds mondial de

lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

C'est important car, selon l'Organisation mondiale de la santé, il y a eu 10 millions de nouveaux cas de tuberculose en 2017, dont 600 000 cas de tuberculose multirésistante (TB-MR) ; il y en aura le double en 2040, à moins d'un effort concerté.

Alertés, les chefs d'État ont consenti cet effort lors de l'assemblée générale des Nations unies, fin septembre 2018 en promettant d'investir 13 milliards de dollars par an pour mettre un terme à la pandémie de tuberculose d'ici à 2030.

Mais les médicaments qui permettraient de réussir coûtent cher.

Le traitement courant contre la TB-MR dure deux ans, implique des milliers de pilules et d'injections toxiques causant nausée, surdité, cécité, psychose, troubles neurologiques, etc., pour ne donner au bout du compte, qu'une chance sur deux de survivre.

Par contre, 5 % des malades sont traités avec un nouveau « cocktail » moins nocif, comprenant la bédaciline fabriquée par Johnson & Johnson, lequel donne un taux de guérison de 90 % en six mois seulement.

Mais il est cher. Médecins sans frontières suggère que J & J en abaisse le coût à environ 1 \$ par jour pour les patients des pays les plus pauvres.

La victoire mondiale contre la tuberculose est possible et J & J doit y collaborer, car nos seuls impôts ne suffiront pas.

Nous avons tant d'autres problèmes à régler.

Pamela Walden-Landry
Montréal, le 27 février 2019

LIBRE OPINION

Des enfants laissés sans couverture par la RAMQ

Maitou Pal
Québec

Étudiante américaine en médecine au Québec, j'ai eu la chance, par le truchement de mes études, de découvrir et de mieux connaître le fonctionnement d'un système de soins universel où les résidents et citoyens bénéficient d'un large accès aux soins de santé, un besoin de base, un droit qui n'est malheureusement pas toujours reconnu, y compris dans des pays dits développés (l'exemple le plus flagrant étant nos voisins du sud).

Ayant grandi à New York, j'ai pu connaître personnellement ce système où le « You pay for what you get » s'applique à la lettre, où des gens non assurés doivent refuser des soins, où d'autres remboursent pendant des années des frais exor-

bitants de traitement, où les praticiens doivent se battre avec certains assureurs pour obtenir des remboursements, pour eux-mêmes et pour leurs patients. J'ai aussi pu observer des gens qui n'ont jamais consulté de médecin, malgré des symptômes alarmants, faute de moyens et se présenter aux urgences avec des maladies qui auraient pu être guéries, mais qui étaient trop avancées ; tout ceci dans un pays qui vante ses traitements de pointe et ses protocoles de recherche, mais qui se montre incapable d'assurer des soins de base pour toute la population.

Je ne souhaite pas ici exposer la dysfonctionnalité du système de santé américain, mais plutôt expliquer la surprise ressentie lors de mon contact avec le système de santé canadien. Une expérience ré-

cente a fait resurgir en moi un goût amer évoquant mes expériences passées.

J'ai pu rencontrer un enfant né au Québec, de parents munis d'un visa temporaire (que ce soit dans le cadre des études ou du travail), venu consulter un médecin pour des traitements en externe, non admissibles à la RAMQ. Un enfant dont les parents étaient obligés de prendre des assurances privées (qui remboursaient seulement après réclamation, ce qui nécessite d'avoir l'argent disponible pour consulter), des parents désormais endettés envers les hôpitaux québécois pour des soins reçus pour leur enfant en bas âge (avant de savoir que celui-ci n'était pas admissible à la RAMQ).

Un enfant né au Québec, donc citoyen à part entière en vertu du droit du sol canadien, n'aurait pas

droit à des soins de santé couverts parce que ses parents ne sont pas considérés comme des résidents temporaires et qu'ils ont plutôt un « statut migratoire ».

Et tout cela dans quel but ? Pour encourager les parents à régulariser leur situation ? Mettant ainsi en jeu la santé de leur enfant, un citoyen du territoire ?

Cela est d'autant plus révoltant quand on connaît les complexités et les délais inhérents aux demandes de résidence permanente ou de permis de travail au Canada. Ces restrictions imposées par la RAMQ ne représentent qu'un obstacle de plus, accentuant l'impression que ces enfants ne sont pas des Québécois à part entière, et ne font que renforcer les barrières culturelles susceptibles de se dresser dans un contexte d'immigration.

L'accès aux services de santé des personnes en situation irrégulière au Canada a souvent été soulevé, et ce, à juste titre. Cependant, dans un pays qui se démarque de son imposant voisin par l'accessibilité de son système de santé, l'injustice que vivent les citoyens canadiens dans la situation décrite plus haut (un nombre en croissance, compte tenu des taux d'immigration et du rayonnement international des universités québécoises) n'a malheureusement pas eu l'attention méritée au regard du scandale qu'elle représente.

Une expérience récente a fait resurgir en moi un goût amer évoquant mes expériences passées



Une manifestation contre la candidature de Bouteflika le 1^{er} mars, à Oran
AGENCE FRANCE-PRESSE

L'Algérie, le nouvel espoir ?

Le pays redevient le baromètre de l'état de santé du monde arabe, du Maghreb au Moyen-Orient

Sébastien Boussois

Docteur en sciences politiques, chercheur spécialisé dans le Moyen-Orient, les relations euro-arabes, le terrorisme et la radicalisation, collaborateur scientifique du CECID (Université libre de Bruxelles), de l'OMAN (UQAM) et du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (Montréal)

Travailler sur le monde arabo-musulman relève souvent de la gageure. Il faut une sacrée dose d'espoir et d'optimisme. Depuis un siècle, l'ingérence occidentale, la création du problème israélo-palestinien, les guerres de décolonisation, les différentes guerres israélo-arabes, l'échec du panarabisme et du nassérisme, les dictatures de Saddam Hussein, d'Hafez el-Assad et de Muammar Khadafi, les invasions et les destructions de pays de l'Afghanistan à l'Irak en passant par la Libye et la Syrie, les Printemps arabes évanouis aussitôt, les révolutions aboutissant au retour de l'autoritarisme ou de l'islamisme, les tragiques vagues migratoires inhumainement réglées par l'Europe, le terrorisme et la radicalisation qui gagnent désormais l'Europe.

Parfois, on se demande d'où peut surgir l'espoir dans une région engluée depuis des décennies dans la tourmente et l'instabilité. Chacun a sa part de responsabilités, les dictateurs comme les soutiens aux dictatures. L'heure de la victimisation ne peut éternellement pour autant durer.

Mais à chaque sursaut ou chaque mouvement d'un corps à l'agonie, on espère et on attend. On passe en réalité sa vie à attendre ce changement dans la durée. Malheureusement, même si cela est dur, il ne faudrait pas, pour re-

prendre une expression de Jean-Paul Sartre, désespérer des « mondes arabo-musulmans ».

Espoirs de printemps

Nous avons tous, après les « Printemps arabes » dès 2010 en Tunisie et en Égypte, espéré ce fameux vent de démocratisation et de libéralisation avant tout pour la région, mais également de manière intéressée pour nous. Sécurité du monde arabe égale sécurité pour le Vieux Continent.

À part la Tunisie, « laboratoire de la transition démocratique », qui se démène corps et âme dans les affres d'une démocratie « comme les autres », malgré une crise économique qui à terme sera le nouvel enjeu de la stabilité du pays, l'ensemble de la région, du Maghreb au Machrek en passant par le Golfe, patage dans la boue, et pas que dans le pétrole. La Libye est dans le chaos, la Syrie se remet doucement, le Yémen voit ses jeunes mourir par dizaines de milliers.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis « blacklistés » le Qatar, amorcent l'effondrement du Conseil de coopération du Golfe et mènent une guerre fratricide au Yémen au nom du maintien de leur zone d'influence. Et par-ci par-là, les jeunes qui sont l'avenir de la région ruminent et bruissent.

Les jeunes au Maroc s'impatientent devant la lenteur du changement social et éducatif et pas que politique. La Tunisie regarde l'approche des présidentielles avec crainte alors que la succession de Beji Caïd Essebsi est ouverte. L'Égypte autoritaire de Sissi est pire que celle de Moubarak. La Turquie d'Erdogan se transforme en califat pottomanique et hystérique.

La panique gagne le plus grand pays d'Afrique désormais, celui qui, longtemps après 1962, a été ce modèle révolutionnaire, ce phare de la libération coloniale, ce pays que *Le Point* avait qualifié l'année dernière de « pays le plus mystérieux du monde ». Un si beau pays comme l'Algérie, c'est bien triste. Peut-on espérer à nouveau, ou devenir blasé quant au moindre espoir de changement ?

Un autre avenir pour l'Algérie

Les dernières manifestations pacifiques sous tension à l'approche de l'élection algérienne en avril prochain sont la preuve que les seuls capables de changement dans la région sont ceux qui la construiront : les jeunes. Jusque-là, aucun mouvement n'avait suscité autant d'engouement en Algérie depuis les quatre mandats d'Abdelaziz Bouteflika.

Trop longtemps, au nom d'une peur du retour du chaos largement instrumentalisé et exploité par le pouvoir, le régime algérien a refusé d'imaginer un autre futur que le sien. Exit l'intérêt général, exit la renaissance d'un pays phare pour le monde arabe. Désormais, le 5^e mandat est clairement rejeté et les jeunes Algériens sont prêts à prendre leur destin en main, après des années d'inertie.

Que peut-on espérer ? Une transition en douceur, un homme de compromis, une débouteflikisation du régime. Ces prochains jours seront cruciaux pour le pays, mais également pour nous. L'Algérie est le nouveau baromètre de l'état de santé du monde arabe, au plus bas depuis des années. Nous, chercheurs ou simples passionnés, pouvons-nous à nouveau espérer quelque chose ? Je me plais à y croire ces dernières heures.

III YÉMEN

Guerre locale, enjeux internationaux

Samir Saul

Professeur d'histoire, Université de Montréal - CERUM

De tous les conflits en cours, celui au Yémen est à la fois cruel et peu suivi. Il a fallu le meurtre sordide de Jamal Khashoggi en octobre 2018 pour qu'un tant soit peu d'attention soit portée sur d'autres activités saoudiennes, entre autres au Yémen. Comme justification de son entrée en guerre, Riyad invoque l'affrontement contre l'Iran et assimile les forces yéménites qu'il combat à des prolongements de Téhéran. Revient aussi l'affirmation d'un antagonisme voulu séculaire entre sunnites et chiites, alibi prisé par les néoconservateurs occidentaux responsables des guerres sans fin au Proche-Orient.

Il n'en est rien : l'Iran n'est pas un beligerant au Yémen et la religion est étrangère au conflit. Ce différend interne sur la décentralisation de l'État est envenimé par une ingérence externe. Typique des guerres « hybrides » déclenchées au Proche-Orient, il consiste en une transformation d'une situation locale en un conflit international par l'entrée en scène de forces étrangères poursuivant leurs propres objectifs.

Désastreux en Libye et en Syrie, le bilan est catastrophique pour la population civile yéménite, cible première des forces saoudiennes. Elle est déjà l'une des plus pauvres du monde : 160^e sur 186 à l'indice de développement humain de l'ONU. Pilonnage, bombardements de civils, destruction d'infrastructures, blocus, malnutrition et épidémies (choléra) s'ensuivent. Le nombre de morts atteindrait 150 000, dont 8000 enfants tués et 85 000 morts de

famine et de maladie. Un enfant meurt toutes les dix minutes de malnutrition et la moitié de la population de 28 millions risque le même sort.

À l'origine, une affaire interne

Ses terres fertiles, sa bonne pluviosité et son système d'irrigation ont jadis permis une agriculture qui a soutenu une population importante. Qu'on pense au royaume de Saba et à l'Arabia Felix des Romains. Parallèlement, l'intérieur montagneux entretient et abrite une structure sociale faite de tribus jalouses de leur autonomie. Délicate, la gouvernance du pays passe par la gestion des rapports entre les clans. Les luttes pour le pouvoir sont chose courante et les Yéménites ne se font pas faute de porter une arme personnelle.

Durant les années 1980, une régénération du zaïdisme, branche du chiisme propre au Yémen, s'opère sous l'impulsion de la famille al-Houthi. La milice populaire Ansarullah (les « Houthistes ») est en état de rébellion contre le pouvoir central à Sanaa. Lors du « Printemps » arabe de 2011, Ali Abdallah Saleh abandonne la présidence, mais le soulèvement finit par être englobé dans les anciennes luttes pour le pouvoir entre diverses factions du régime. Les vieilles élites restent en place et conservent les mêmes pratiques.

Successeur de Saleh, Abd Rabbo Mansour Hadi parraine un projet de constitution qui découpe le Yémen en six régions. En juillet 2014, les Houthis, partisans de l'unité du pays, entrent en conflit avec le gouvernement, alliés à Saleh et à l'armée qui lui est restée fidèle. Les Ansar prennent la capitale Sanaa le 21 septembre 2014 et Hadi s'exile

à Riyad. Le 25 mars 2015, conjointement avec les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite intervient militairement, avec appui logistique, fourniture de renseignements et ravitaillement en vol par les États-Unis.

Internationalisation du conflit

Une étape est franchie. Riyad est en scène sous couvert de son opposition à l'Iran « chiite ». Or, le chiisme de l'Iran n'indisposait pas l'Arabie saoudite à l'époque du chah, pas plus que son zaïdisme ne l'a empêchée de soutenir les royalistes yéménites dans la guerre civile de 1962 à 1970. Le mouvement houthi est politique, pas confessionnel, et l'Iran n'est qu'un spectateur, certes intéressé, mais non impliqué. Les ressorts de la rébellion sont nationaux et ses causes, endogènes. Son objectif est un pays unifié et indépendant, alors que l'Arabie saoudite et les États-Unis visent son découpage.

On est en présence d'une des guerres civiles internationalisées de notre époque, soit un conflit local exacerbé par des acteurs extérieurs mettant en œuvre des desseins à l'échelle mondiale. Lesquels ? La position géographique du Yémen procure la réponse.

Le détroit stratégique de Bab el-Mandeb est convoité comme clé pour le contrôle de la mer Rouge et goulot d'étranglement du commerce Asie-Europe. C'est le 3^e ou 4^e passage maritime au monde pour les approvisionnements énergétiques, et celui par lequel transite la majeure partie des exportations chinoises vers l'Europe.

Pour les États-Unis et l'Arabie saoudite, un Yémen unifié et échappant à leur influence leur retirerait l'usage du détroit de Bab el-Mandeb comme point de pression contre leurs adversaires et rivaux. Mieux vaut le démembrer du pays insoumis. N'a-t-on pas vu cette « logique » néoconservatrice en Irak, en Libye, en Syrie et ailleurs ? N'est-ce pas un exemple de la division actuelle du monde entre le camp des déstabilisateurs des États et celui de la défense des indépendances et des souverainetés nationales ?

Mourir vivant

JOHN R. MACARTHUR



M e préparant pour une table ronde au sujet de *Sérotonine*, le dernier roman de Houellebecq, j'ai temporairement laissé tomber mon livre de chevet, *Au bonheur des dames*, de Zola. Une pure coïncidence, car en principe, il n'y aurait rien d'évident qui lierait mon intérêt pour ces deux écrivains séparés par un siècle et par une sensibilité très différente.

Mais attendez : en feuilletant les deux romans avant la conférence Houellebecq, j'ai été frappé par une similarité inouïe. Houellebecq, homme (soi-disant) de droite, comme Zola, homme de gauche, décrit avec une force énorme la détresse des petites gens écrasés par un système économique dont personne ne peut freiner la puissance destructrice. De plus, Houellebecq accomplit la tâche avec un talent journalistique que j'avais jusqu'ici ignoré, un œil pour le détail de la vie quotidienne qui aurait beaucoup plu à l'auteur des *Rougon-Macquart* et de *J'accuse*.

Je ne dis pas que Houellebecq partage le même esprit que Zola, ou la même politique. Toutefois, *Sérotonine* a suscité de vifs commentaires à l'égard des « gilets jaunes », et l'on peut se demander si ce romancier archi-satirique est en train de se transformer sinon en défenseur du peuple, du moins en critique de la société bourgeoise et rentière. Voilà que l'auteur reconnu pour ses scénarios pornographiques absurdes, et ses caricatures cyniques des cadres moyens et du milieu des affaires, se range du côté des paysans opprimés par la mondialisation, le libre-échange et l'Union européenne. Pas tout à fait gauchiste à la José Bové, mais peut-être quelqu'un en cours d'évolution.

Houellebecq est-il tout simplement défaitiste ? Ou essaie-t-il de sonner l'alarme, semblable à Zola, afin de réveiller un peuple distrait et, finalement, abruti par la sérotonine ?

Parlant d'une de ses anciennes copines, le narrateur de *Sérotonine*, Florent-Claude Labrouste, ironise sur le fait que Claire, en tant qu'alcoolique et comédienne ratée, « mourrait solitaire, elle mourrait malheureuse, mais au moins elle ne mourrait pas pauvre ». Heureusement pour Claire, son père avait fait une bonne affaire avec un loft qui, après sa vente, laisserait son héritière « avec trois plus d'argent que moi ». Voilà qu'« une seule opération immobilière avait suffi à son père à gagner largement davantage que ce que le mien avait mis quarante ans à péniblement amasser ». Au fait, déclare Labrouste/Houellebecq, « l'argent n'avait jamais récompensé le travail, ça n'avait strictement rien à voir, aucune société humaine n'avait jamais été construite sur la rémunération du travail, et même la société communiste future n'était pas censée reposer sur ces bases... l'argent allait à l'argent et accompagnait le pouvoir, tel était le dernier mot de l'organisation sociale ».

Défaitisme ou prise de conscience ? Plus tard dans *Sérotonine*, on rencontre Aymeric d'Harcourt-Olonde, éleveur humaniste de vaches laitières et aristocrate déchu qui s'engage dans un groupe d'agriculteurs poussés à bout par les règles dictées par un Bruxelles libre-échangiste et la conséquente baisse des prix du lait. Lorsque Labrouste lui demande s'« il n'y aura jamais de mesures protectionnistes », Aymeric répond avec défaitisme : « Absolument impossible... Le verrou idéologique est trop fort. » Labrouste ne peut pas être en désaccord, car il connaît bien ce genre de libéral : « ils se battaient pour des idées ; pendant des années j'avais été confronté à des gens qui étaient prêts à mourir pour la liberté du commerce ».

Voilà donc la fissure, le conflit, qui anime les gilets jaunes ainsi que le néolibéral Emmanuel Macron. Est-ce que Macron est prêt à mourir pour la liberté du commerce ? Jusqu'à présent, ce sont les paysans qui meurent en France, de plus en plus en se suicidant. Quel que soit l'élan politique actuel, ce qui est étonnant, c'est de retrouver ce sujet essentiel abordé par le « réactionnaire » Houellebecq, et non par un écrivain de la gauche.

Voilà Zola sur le même plan, en 1883, quand il fait parler Baudu, petit commerçant sur le point de s'effondrer face à la domination d'un grand magasin insatiable. Baudu est assiégé par les mêmes forces que celles qu'affronte Aymeric et il ne sait pas s'il devrait se battre ou céder : « Le commerce est le commerce. Il n'y a pas à sortir de là... Oh ! je leur accorde qu'ils réussissent, mais c'est tout. Longtemps, j'ai cru qu'ils se casseraient les reins ; oui, j'attendais ça [...] Eh bien ! non, il paraît qu'aujourd'hui ce sont les voleurs qui font fortune, tandis que les honnêtes gens meurent sur la paille... Voilà où nous en sommes, je suis forcé de m'incliner devant les faits. Et je m'incline, mon Dieu ! je m'incline... »

Aymeric, lui aussi, est partagé dans sa réponse à l'inondation du marché global. Sorti de la noblesse, il a beaucoup plus de poids qu'un Baudu au dix-neuvième siècle ou qu'un paysan du vingt-et-unième. Il mène une révolte, mais finit par céder à ce qu'il considère comme sa propre impuissance. Il s'incline. Il se suicide.

Houellebecq est-il tout simplement défaitiste ? Ou essaie-t-il de sonner l'alarme, semblable à Zola, afin de réveiller un peuple distrait et, finalement, abruti par la sérotonine ? La sérotonine qui permet la mort vivante.

John R. MacArthur est éditeur de *Harper's Magazine*. Sa chronique revient le premier lundi de chaque mois.

Écrivez-nous !

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Nous vous demandons de limiter votre contribution à 5000 caractères, espaces compris. Envoyez-nous vos textes à redaction@ledevoir.com. Nous communiquerons avec les auteurs dont les textes seront retenus.



VALÉRIAN MAZATAUD LE DEVOIR

Pour la plupart d'entre nous, le véganisme est apparu il y a quelques années à peine. Pourtant, c'est un courant beaucoup plus ancien, dont les théoriciens, notamment le philosophe australien Peter Singer, ont formulé les thèses antispécistes il y a plusieurs décennies. *Le Devoir* est allé à la rencontre de personnes aux voix opposées pour faire le point sur ce sujet qui polarise. D'un côté, le politologue français et historien de l'alimentation Paul Ariès, qui publiait en janvier l'ouvrage *Lettre ouverte aux mangeurs de viande qui souhaitent le rester sans culpabiliser*. De l'autre, la Québécoise Valéry Giroux, coordonnatrice au Centre de recherche en éthique, qui prépare actuellement un livre sur l'antispécisme.

Pourquoi les véganes ne sont pas écolos

Le point de vue de Paul Ariès

CHRISTIAN RIOUX
CORRESPONDANT À PARIS
LE DEVOIR

Comment en êtes-vous venu à vous intéresser au véganisme ?

J'ai publié il y a 20 ans un ouvrage sur la libération animale. J'ai très vite découvert que derrière ces réseaux se trouvait une idéologie solide, telle que la développent des philosophes, principalement anglo-saxons. Je pense à Peter Singer, considéré par le quotidien *The Independent* comme le philosophe le plus influent de notre siècle, auteur du livre manifeste *Libération animale* dont les thèses sont terrifiantes.

L'idée de l'égalité entre les animaux, humains compris, peut sembler sympathique. Sauf si elle conduit à remettre en cause l'égalité entre tous les humains. Singer nous dit en effet qu'à cause de sa capacité à ressentir la souffrance, un chiot valide serait plus digne de vivre qu'un nourrisson, un grand handicapé ou un vieillard sénile. « Je ne pense pas que tuer un nourrisson soit jamais l'équivalent de tuer une personne », déclarait-il à la revue *La Recherche*.

Si je suis anti-végane ce n'est donc pas pour défendre mon bifteck, mais l'unité du genre humain. C'est aussi pour défendre le droit à la vie des animaux d'élevage, mais aussi domestiques et même sauvages, contrairement aux thèses que prônent les véganes les plus conséquents.

On confond souvent le véganisme et le végétarisme. En quoi sont-ils différents ?

Les végétariens refusent de consommer de la viande. Les végétaliens refusent également de consommer les sous-produits animaux (miel, beurre, lait, œufs). Les véganes vont jusqu'à refuser la laine, le cuir, les chiens d'aveugles et la dératisation. Bref, tout ce qui cause de la souffrance animale. Ils oublient pourtant que l'agriculture tue 25 fois plus d'animaux que l'élevage.

Le véganisme n'est pas une façon plus moderne de se dire végétarien ou végétalien. Le véganisme est une idéologie politique totalitaire bien avant d'être un régime alimentaire. Il est le cheval de Troie du courant antispéciste et l'idiote utile des biotechnologies alimentaires.

Le véganisme serait donc contre l'écologie ?

Les véganes conséquents le disent ouvertement : ils ne sont pas écolos. Ils haïssent l'écologie et les écologistes. Déjà parce que le symbole de la nature est la prédation et que la prédation humaine n'est qu'une goutte d'eau face à

la prédation animale (le lion mange la gazelle, le chat la souris). C'est pourquoi certains véganes proposent même de modifier génétiquement les espèces animales, voire d'éradiquer les espèces prédatrices.

Les véganes ne sont donc pas du côté de la défense de la biodiversité, mais de sa réduction. Tous les véganes veulent supprimer les animaux d'élevage. Certains envisagent de supprimer les animaux domestiques, d'autres souhaitent même éradiquer les animaux sauvages, car la vie dans la nature serait d'abord une souffrance.

En quoi le véganisme est-il inséparable de l'agriculture industrielle ?

Les véganes ne pensent pas en termes d'écosystème et d'espèces, mais d'individus. Ils ne sont pas du côté de l'agriculture paysanne et de l'élevage fermier, mais du productivisme industriel. Ils ont tout faux au regard de la situation planétaire. L'élevage n'est pas en soi responsable de la faim dans le monde. La première cause de la famine, c'est la destruction des cultures vivrières, c'est le fait de breveter le vivant, c'est l'achat des terres en Afrique, c'est le gaspillage alimentaire.

L'élevage fermier n'est pas responsable du réchauffement climatique. Une prairie avec ses vaches n'est pas une source, mais un puits de carbone. Une prairie d'un hectare absorbe chaque année une tonne de CO₂. L'élevage n'est pas non plus responsable de la crise de l'eau potable. Les véganes disent qu'il faut 15 000 litres d'eau pour produire un kilo de bœuf, mais ils confondent l'eau potable réellement consommée (3 %) ; l'eau sale qui sert à l'assainissement des installations (3 %) et l'eau de pluie qui se trouve dans la prairie (94 %).

L'agriculture végane serait d'ailleurs incapable de nourrir huit milliards d'humains. La seule solution pour remplacer le fumier animal serait d'utiliser toujours plus d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires, bref tout ce qui détruit la terre et l'humus.

D'où vient cet engouement pour le véganisme ?

Les grandes utopies politiques du XX^e siècle sont en faillite, or la nature a horreur du vide. L'antispécisme est une idéologie prête à l'emploi pour des générations qui ne croient plus au paradis sur terre. Elle est surtout caractéristique des milieux bobos, c'est-à-dire urbains. Un phénomène lié à la perte de nos liens avec les animaux. Le véganisme a incontestablement une dimension religieuse. Il raisonne en termes de Bien et de Mal et appelle à une forme de conversion.

Pourquoi les humains et les animaux sont égaux

Le point de vue de Valéry Giroux

ANNABELLE CAILLOU
LE DEVOIR

Pourquoi êtes-vous devenue végane ?

Je suis devenue végétarienne il y a 25 ans avant d'adopter, 10 ans plus tard, un mode de vie complètement végane. En fait, je suis devenue antispéciste vers 18 ans quand j'ai réalisé qu'on n'avait aucune bonne raison d'accorder plus de valeur morale aux êtres humains qu'aux autres animaux sensibles. Les êtres humains ne sont pas les seuls à être conscients et à pouvoir souffrir. On a aujourd'hui toutes les raisons scientifiques de supposer que le poisson est aussi capable d'expérience consciente. Un être conscient à un avis subjectif sur le monde et peut être affecté par la manière dont on le traite.

Le véganisme est donc lié à l'antispécisme. Puisque vous préparez un livre sur le sujet, comment définiriez-vous cette idéologie ?

C'est considérer que l'appartenance à une espèce ou une autre ne peut justifier qu'on accorde aux uns des droits fondamentaux qu'on refuse aux autres. Comme la couleur de la peau ou le sexe, l'espèce est une caractéristique biologique qui n'a pas de pertinence morale. C'est aussi le cas des autres caractéristiques associées à l'humanité. Pouvoir composer une symphonie ou faire des calculs savants ne fonde pas la valeur morale des êtres humains. La preuve en est qu'on les considère tous comme égaux. Et l'idée que les individus pourraient être classés en fonction de leur capacité cognitive est extrêmement inquiétante, elle menace certains acquis précieux de l'humanisme.

Est-ce qu'être végane implique forcément d'être antispéciste ?

Il n'est pas essentiel d'être antispéciste pour adhérer au véganisme. On peut très bien penser que les êtres humains ont plus de valeur morale que les animaux, sans pour autant tolérer l'exploitation de ces derniers pour nos fins. Il est inacceptable d'ôter la vie d'un animal, de lui infliger des traitements douloureux ou de restreindre sa liberté pour le simple plaisir gustatif que procure un steak ou une crème glacée.

On reconnaît tous — et c'est inscrit dans le Code criminel canadien — qu'il est interdit d'infliger de la douleur aux animaux sans nécessité. On a donc le devoir moral de s'opposer à l'élevage, mais aussi à l'industrie du cuir ou aux tests faits sur les animaux pour commercialiser des cosmétiques ou produits domestiques.

Parmi les personnes véganes, certaines le sont pour des raisons écolo-

giques ou de santé. Par contre, le véganisme bien compris reste l'opposition à l'exploitation des animaux. Les motivations de l'ordre de la santé ou de l'écologie ne nous amènent pas à renoncer à tous les produits de l'exploitation animale. Rien d'un point de vue de santé ne nous empêcherait de visiter un zoo ou faire de l'équitation.

Dans un contexte de changements climatiques, beaucoup de personnes deviennent véganes pour préserver l'environnement. Est-ce qu'être végane est plus écologique ?

Les idées des véganes et des écologistes convergent : l'industrie agroalimentaire doit faire un examen de conscience sérieux et renoncer à la pêche et à l'élevage. Les êtres sensibles de demain, autant que ceux d'aujourd'hui, ont droit à un environnement sain. Pour cela, on doit renoncer à nos pratiques les plus dommageables, comme l'utilisation des énergies fossiles, du plastique, mais surtout la production de viandes et de fromages.

C'est vrai que, d'un point de vue animaliste, la biodiversité n'a pas de valeur en soi. Mais le bien-être des êtres sensibles dépend de la santé de nos écosystèmes. Il est donc impératif de protéger la biodiversité.

L'agriculture végane pourrait-elle nourrir 8 milliards d'êtres humains ?

On peut produire 5 à 10 fois plus de calories végétales que de calories animales sur un même espace. L'élevage est donc une manière inefficace de nourrir un grand nombre de personnes. Actuellement, 80 % des terres sont réservées à l'élevage et à la production d'aliments destinés au bétail. Si nous cultivions ces terres pour nourrir les êtres humains directement (sans passer par la transformation des céréales et des grains en produits d'origine animale), nous serions sans doute en mesure d'en nourrir beaucoup plus.

On peut s'inquiéter de la possibilité de cultiver efficacement des végétaux, sans recourir à des fertilisants d'origine animale ou à des pesticides causant du tort aux petits animaux dans nos champs. Sauf qu'encre une fois, la récupération d'une proportion aussi importante des terres agricoles compenserait sans doute cette perte en efficacité.

Selon vous, le véganisme est-il une mode passagère ?

Ce qui se limitait aux demandes de quelques individus éparses et associations locales est devenu un véritable mouvement social ayant des revendications politiques désormais largement diffusées. On est loin de la simple diète alimentaire passagère.

La première cause de la famine, c'est la destruction des cultures vivrières, c'est le fait de breveter le vivant, c'est l'achat des terres en Afrique, c'est le gaspillage alimentaire

PAUL ARIÈS



Il est inacceptable d'ôter la vie d'un animal, de lui infliger des traitements douloureux ou de restreindre sa liberté pour le simple plaisir gustatif que procure un steak ou une crème glacée

VALÉRY GIROUX



LEDEVOIR

1265, rue Berri, 8^e étage,
Montréal (Québec) H2L 4X4
Métro Berri-UQAM
Ouvert du lundi au vendredi
de 8 h 30 à 16 h 30



Suivez-nous
sur LeDevoir.com
et sur nos réseaux
sociaux



RÉDACTION

Téléphone
514 985-3333
Courriel
redaction@ledevoir.com

RENSEIGNEMENTS ET

ADMINISTRATION

Téléphone
514 985-3333

ABONNEMENTS
(du lundi au vendredi
de 7 h 30 à 16 h 30)

Téléphone
514 985-3355
Extérieur de Montréal
1 800 463-7559 (sans frais)
Courriel
abonnements@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-5967

PUBLICITÉ

Téléphone
514 985-3399
Extérieur de Montréal
(sans frais)
1 800 363-0305
Courriel
publicite@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

AVIS PUBLICS
ET APPELS D'OFFRES

Téléphone
514 985-3452
Courriel
avisdev@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

PETITES ANNONCES
ET PUBLICITÉ PAR
REGROUPEMENT

Téléphone
514 985-3322
Courriel
petitesannonces@ledevoir.com
Télécopieur
514 985-3340

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir inc., dont le siège social est situé au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec) H2L 4X4. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel inc., 12800, rue Brault, Saint-Jacques de Mirabel, division de Québecor Media, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450, avenue Béchard, Québec, qui est la propriété de Corporation SunMedia, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Envoi de publication — Enregistrement no 0658. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.